

jeudi, 09 mai 2013 12:24

Algérie : Déliquescence!, par N. KRIM

IRIB-Quarante millions!

C'est le salaire que les «représentants» du peuple se sont octroyés - ou qu'on leur a alloué - pour services rendus? Rendus à qui? A l'Etat? Aux citoyens? Voilà qui est improbable, en tout état de cause se discute. Or, par une rare et curieuse coïncidence, l'annonce de cette revalorisation outrageante des émoluments de «nos parlementaires» se synchronisait avec l'entrée en grève de différents corps de métiers et catégories sociales - enseignements, pratiquants de la santé, travailleurs du bâtiment... - qui demandent depuis des années un salaire de dignité. Un salaire de dignité! En



effet, un salaire qui préserve l'honneur et couvre les besoins matériels nécessaires à la réalisation des personnes qui composent un foyer. Qui peut en effet soutenir qu'une famille pourrait vivre dans l'honneur avec un salaire minimum garanti (Snmg) d'une valeur de 18 000 dinars par mois? Ces travailleurs sociétaux sans lesquels le pays ne pouvait se développer ont eu seulement droit au bras de fer de l'Etat, qui se font bastonner par des policiers zélés. Des cadres de la nation, des médecins qui veillent sur la santé de sa population, des enseignants qui apportent le savoir à ses enfants, font l'objet de la même répression que l'on administre aux casseurs et aux voyous. Dans le même temps, des «parlementaires» sont choyés et voient leur rétribution augmenter sans raison, dont le travail consiste à lever la main en guise de quitus pour les lois - notamment en période de révision de la Constitution - que leur soumet l'Exécutif. Ces largesses pour les députés et sénateurs, en période de disette pour les travailleurs sont, à raison, ressenties comme une provocation. Elles sont provocatrices! Or, l'enseignement et la santé n'ont jamais été aussi mal portants qu'ils ne le sont aujourd'hui alors que l'on pouvait supposer que l'Algérie, redevenue solvable, était capable de redonner motivation et raison de croire à ses cadres. Il semble que ce n'est point aussi simple que cela au moment où nos hôpitaux sont devenus des mouiroirs. On aurait compris que l'absurde augmentation de salaires des parlementaires - qui bénéficient en outre de primes de logement et de voitures - vienne gratifier le zèle d'un travail au service de l'Etat et des citoyens par l'engagement de tous les instants à combattre la corruption, la cherté de la vie, les multiples scandales défrayant la chronique, les détournements dans les administrations et les banques, les inégalités, à corriger les excès de l'Exécutif comme de veiller à l'application correcte des lois. Il n'en est rien de tout cela. Les députés et les sénateurs, murés dans le silence, n'ont diligenté aucune enquête alors qu'une série de scandales (Sonatrach) défrayait les chroniques nationales et internationales. Pour n'évoquer que le dernier scandale qui secoue le pays. Quarante millions! Il serait déraisonnable de demander combien de lois les parlementaires algériens ont proposé, débattu et adopté, quand ils se sont surtout illustrés par leur absentéisme! Ces mêmes parlementaires se sont-ils alarmés de l'apparition d'un professionnalisme sportif suspect pratiqué dans le milieu du football algérien où le salaire moyen d'un joueur de football est estimé à 150 millions de centimes mensuels? Comment se fait-il que «nos» parlementaires ne se soient pas estimés interpellés par le fait qu'un médecin (après dix ans de spécialisation et dix ans de pratique) termine sa carrière avec 80.000 DA, au moment où un footballeur «professionnel» débute la sienne avec 60 millions par mois? Pourquoi les «députés», qui viennent encore de se «sucrer», ne se sont pas interrogés sur le pourquoi de telles inégalités qui décrédibilisent le pays soient possibles en Algérie? Hogra, inégalités, chômage, bureaucratie avilissante, salaires parmi les plus bas dans le monde, des compétences marginalisées, les logements inaccessibles pour les citoyens et les sans-grade... Ce sont quelques-uns des maux pour lesquels les parlementaires ne semblent pas prendre conscience, tout perdus qu'ils sont dans l'insouciance de ce qui peut arriver au pays. C'est là le triste constat: il faut être de mauvaise foi pour ne point relever que des intérêts personnels et de caste prennent désormais le pas sur le devenir du pays et de la nation.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
